



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 19 – 5 FEVRIER 2016

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

**BOLLORE /
NIGER :
INAUGURATION
DU TRONÇON
FERROVIAIRE
NIAMEY-DOSSO**

**MANKO (SOCIETE
GENERALE)
RENFORCE SA
PRESENCE A
DAKAR**

**CMA-CGM FAIT
DE LA REUNION
SON « HUB » VERS
L'AFRIQUE DE
L'EST**

**NIGERIA :
OBJECTIF DE 30
Mds USD
D'EXPORTATIONS
HORS PETROLE**

**RISQUES : LA
COFACE ABAISSE
LA NOTE DE 5 PAYS
AFRICAINS**

**RECU DES IDE EN
AFRIQUE
AUSTRALE**

**REVISION DU
CADRE
REGLEMENTAIRE
DES PPP EN COTE
D'IVOIRE**

**AFRICINVEST
INVESTIT DANS
CCA
(MICROFINANCE)
AU CAMEROUN**

**DANONE AFRIQUE
TIENT SA REUNION
ANNUELLE A
ACCRA**



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DU DÉVELOPPEMENT
INTERNATIONAL

MINISTÈRE DES FINANCES
ET DES COMPTES PUBLICS
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DE L'INDUSTRIE ET DU NUMÉRIQUE

ACTUALITE REGIONALE

▼ Afrique australe : important recul des entrées d'investissements directs étrangers (IDE)

Le rapport estimatif sur l'investissement 2016 de la CNUCED fait état d'un fort repli des investissements étrangers en Afrique, en contraction de 31,4 % à 38 Mds USD, alors que les IDE au plan mondial ont enregistré une hausse de 36,5 %. Le repli de l'investissement productif est particulièrement marqué en Afrique australe. Le rapport souligne notamment la chute de 74 % des flux entrants en Afrique du Sud pour un montant d'à peine 1,5 Mds USD et la réduction de 21 % au Mozambique à 3,8 Mds USD. L'année 2016 s'annonce difficile, notamment pour les économies peu diversifiées de la région, qui continueront de pâtir de la faiblesse de la demande et des cours bas des matières premières.

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

▼ Détente entre le Soudan et le Soudan du Sud

Le président soudanais a signé, le 27 janvier, un décret pour l'ouverture de la frontière avec le Soudan du Sud, demandant aux « autorités concernées de prendre toutes les mesures sur le terrain ». Celle-ci était fermée depuis juin 2011. Le président soudanais avait demandé le 20 janvier à son administration de revoir les accords économiques avec le Soudan du Sud, pour réduire les droits perçus sur le transit par le territoire soudanais du pétrole soudanais du sud, actuellement à 25 USD le baril. Cette décision intervient dans le contexte de la détente amorcée sous l'égide du président ougandais, entre le président soudanais du sud, Salva Kiir, et son principal opposant, Riek Machar, soutenu par Khartoum

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ Océan Indien : dialogue COI-Union Européenne

À la suite de la 4^{ème} session du dialogue politique UE-Maurice, une rencontre entre la Commission de l'océan indien (COI) et l'Union Européenne (UE) s'est tenue le 20 janvier au siège de la COI. Les discussions ont porté sur le rôle de la COI et le partenariat UE-COI après 2020. Les deux parties ont confirmé leur engagement en faveur de la stabilité régionale, facteur indispensable au développement durable des pays de la région. L'UE, premier partenaire technique et financier de la COI, a pris note des réalisations de l'organisation régionale à travers les projets financés dans le cadre du 10^{ème} FED, notamment dans les domaines de la pêche, de la sécurité maritime, de la gestion des ressources naturelles et de la connectivité.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ À l'est de l'Afrique, CMA CGM fait de La Réunion son hub régional

Le groupe français, numéro trois mondial du transport en conteneurs et numéro deux en Afrique, utilisera l'île comme point stratégique au sein de l'océan Indien, notamment à destination de l'Afrique de l'est. Port Réunion (le quatrième port français en conteneurs), qui était jusqu'à présent presque totalement dédié au trafic interne, peut désormais se positionner comme un véritable port de transbordement. La Réunion est idéalement placée sur le versant sud de l'Afrique, où passe un nombre croissant de lignes maritimes reliant l'Asie à l'Afrique de l'Est et à l'Afrique australe, mais aussi au Golfe de Guinée, voire même à l'Amérique du Sud.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

▼ **Risque : la Coface abaisse la note de cinq pays africains**

Pour l'assureur-crédit français, qui anticipe une année "sous tension", sous le sceau d'une croissance hésitante et de prix de matières premières en berne, les risques d'impayés des entreprises se sont accrus en Afrique du Sud, en Algérie, au Gabon, à Madagascar et en Tanzanie. Les États africains sont également parmi les plus risqués du monde en matière d'investissement, à l'exception de la Namibie, du Botswana et du Maroc. Sur l'échelle de la Coface (de A1 à D, d'un risque d'impayés "très faible" à "très risqué"), l'Afrique du Sud et l'Algérie – précédemment plutôt bons élèves (A4, "risque convenable") – sont reléguées d'un cran (B, "risque assez élevé"), tout comme le Gabon, Madagascar et la Tanzanie (qui passent de B à C, "risque élevé").

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

▼ **Afrique australe : prégnance de la corruption**

Selon le dernier rapport de l'ONG Transparency International sur la perception de la corruption, seuls le Botswana (28^{ème} rang, +3 places, pays le mieux classé d'Afrique) et la Namibie (45^{ème} rang, +10) affichent des scores supérieurs à 50 points (sur un total de 100) en Afrique australe. Seuls 6 pays sur les 52 pays africains suivis ont une note supérieure ou égale à la moyenne. Si l'Afrique du Sud (61^{ème} rang), le Lesotho (61^{ème}) et la Zambie (76^{ème}) se situent en milieu de classement, la situation reste préoccupante au Malawi (112^{ème}), au Mozambique (112^{ème}), au Zimbabwe (150^{ème}) et en Angola (163^{ème} sur 167 pays).

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ Afrique du Sud : hausse de 50 pdb du taux directeur et baisse des prévisions de croissance

En réponse à l'accentuation des pressions inflationnistes, le comité de politique monétaire a rehaussé de 50 pdb le taux directeur à 6,75 %, poursuivant le mouvement de normalisation initié en janvier 2014. Ce nouveau resserrement monétaire devrait peser davantage sur le niveau de consommation des ménages, tout en rendant l'accès aux financements plus coûteux pour les entreprises. Selon la Banque centrale, le taux d'inflation moyen s'élèverait à 6,8 % cette année (contre une projection précédente de 6 %) puis à 7 % en 2017 (5,8 % précédemment attendue). Le comité de politique monétaire a par ailleurs revu sa prévision de croissance cette année de 1,5 % à 0,9 %, et de 2,1 % à 1,6 % pour 2017.

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

▼ Namibie : confirmation du ralentissement de la croissance en 2016

Les autorités monétaires ont confirmé le ralentissement de l'activité avec une prévision de croissance du PIB de 4,3 % en 2016, après 5,4 % estimée pour 2015. Cette projection paraît cependant encore optimiste, puisque reposant sur l'hypothèse d'un rebond de la demande externe et de meilleures conditions climatiques. La Banque centrale a en outre indiqué que l'inflation devrait rester contenue cette année malgré la baisse du rand.

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

▼ Zambie : taux d'inflation au plus haut depuis 2003

En janvier, l'inflation a de nouveau accéléré à 21,8 % en g.a, après 21,1 % en décembre, soit son plus haut niveau depuis octobre 2003. Pour rappel, en 2015, la hausse moyenne des prix s'est élevée à 10,1 %, au-delà de la cible de 7 % fixée par les autorités monétaires. L'accélération des prix résulte toujours avant tout de l'inflation importée due à la dépréciation du Kwacha et des conséquences sur les prix alimentaires de la sécheresse en cours (inflation alimentaire de 25,9 % en janvier). A cela, se sont ajoutées les pénuries d'électricité, liées à la perte de capacité de la production d'hydroélectricité, entraînant une hausse des coûts de production.

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : maintien du taux directeur à 11,5 %

La Banque centrale a décidé de maintenir son taux directeur à 11,5 %, inchangé depuis juillet 2015. Selon la Banque centrale, la hausse de l'inflation, à 8,01 % (en g.a) en décembre 2015, contre 7,2 % en décembre 2014, serait liée à des facteurs conjoncturels et ne nécessiterait pas d'ajustements supplémentaires de la politique monétaire. Le taux de référence interbancaire (Kenya Bankers Reference Rate – KBRR), utilisé pour déterminer le taux d'emprunt des banques commerciales, a également été maintenu à 9,87 %. En dépit de la volonté de la CBK de faire baisser le prix du taux d'emprunt via le KBRR, les banques commerciales ont au contraire augmenté leur taux, de 15,7 % (hors prime de risque) en août 2015, à 17,4 % en décembre 2015.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Ouganda : exportation de café vers la Corée du Sud

Le syndicat national des producteurs et entreprises du café ougandais (NUCAFE) a signé un accord de vente de café vert avec Caffebene, une chaîne de café sud-coréenne, disposant de 1 600 points de vente répartis sur toute l'Asie, au Proche-Orient, aux Etats-Unis et au Canada. Alors qu'en 2015, l'Ouganda a exporté 20 000 tonnes de café vers la Corée du Sud, cet accord permettra d'atteindre 80 000 tonnes sur les six premiers mois 2016. L'Ouganda est le premier exportateur, avec 3,45 millions de sacs, contre 2,21 millions pour cette dernière. Avec 1,3 % de parts de marché en 2015, la Corée du Sud reste un client marginal pour le café ougandais, notamment par rapport à l'Europe qui en importe 60 %.

✉ thierry.loussakoueno@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : la ministre des Finances dément avoir demandé à la Banque Mondiale et à la BAfD des prêts d'urgence d'un montant de 3,5 Mds USD

Selon Kemi Adeosun, ces prêts seraient la manière la moins chère de financer le déficit du budget 2016, qui atteint désormais 15 Mds USD, soit 3 % du PIB, et ne seraient donc pas des prêts d'urgence. Le 2 février 2015, la Banque africaine de développement a annoncé avoir reçu une demande du Nigéria pour un prêt de 1 Md USD destiné à du soutien budgétaire. Le Nigéria pourrait également faire appel à la Banque d'import-export chinoise. Enfin, une délégation de gouverneur du nord du Nigéria s'est rendue au siège de la Banque islamique de développement, qui va développer avec les autorités nigérianes un plan pour la reconstruction de cette région.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : le déficit commercial augmente de 138 % en 2015

Le déficit commercial du Ghana vient d'atteindre son niveau le plus haut depuis 2013, augmentant de 138 % par rapport à 2014. Les exportations ont diminué en raison de la chute des prix des matières premières, ne comptant plus que pour 10,1 Mds USD (principalement or, cacao, pétrole), tandis que les importations ont fortement augmenté (14 Mds USD) en dépit de la baisse des cours du pétrole et de la chute du Cedi. Bien qu'en baisse par rapport à 2014 (2 Mds USD), les importations de produits pétroliers sont restées élevées (1,5 Mds USD). Les pertes de recettes liées à la chute des cours seraient de l'ordre de 660 M USD. D'après la Banque du Ghana, le déficit commercial représente 3,84 Mds USD, soit environ 10,6 % du PIB.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ Libéria : révision à la baisse du budget de l'Etat libérien, en raison notamment de la chute des cours des matières premières

La présidente Sirleaf a annoncé une baisse de 11 % des dépenses par rapport au niveau initialement prévu pour l'année fiscale 2015/2016 (la loi de Finances du Libéria s'étend du 1er juillet 2015 au 30 juin 2016), passant ainsi de 622,7 M USD à 552,8 M USD. Les revenus domestiques accusent également une baisse de 12 %, soit 57 M USD par rapport au niveau initialement prévu de 473,8 M USD. D'après le FMI, en 2015, le Libéria a connu une croissance économique de 0,3 % qui devrait s'accélérer en 2016, portée notamment par la reprise post-Ebola.

✉ marlene.marqueslopes@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : le gouvernement souhaite atteindre 30 Mds USD de revenus grâce à ses exportations hors pétrole brut**

L'agence gouvernementale de promotion des exportations (NEPC) a identifié 11 produits stratégiques et 21 marchés étrangers pouvant permettre au pays d'atteindre 30 Mds USD de recettes à l'export d'ici 5 ans contre 2,7 Mds USD en 2014. Les produits sont agricoles (huile de palme, cacao, noix de cajou, sucre et riz), liés à l'extraction minière (ciment, aluminium, fer, pièces automobiles) et aux activités pétrochimiques (fertilisants, méthanol). Ces filières bénéficieront d'un soutien financier et logistique de l'Etat relatif à la production, à la mécanisation et au conditionnement. Cette annonce s'inscrit dans le *Zero Oil Plan* lancé par le vice-président Osinbajo en décembre 2015.

✉ thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : nouvelle baisse du prix du litre du carburant**

Le prix du litre de super connaît une nouvelle baisse depuis le 1er février 2016. Il est passé de 600 à 575 FCFA le litre, soit une réduction de 25 FCFA. Le prix du litre de gasoil est resté inchangé à 570 FCFA. De janvier 2015 à février 2016, le litre de super est passé de 665 FCFA à 575, soit une baisse totale de 90 FCFA, quand celui du gasoil sur la même période n'a baissé que de 10 FCFA. Ces réajustements interviennent pour prendre en compte l'évolution à la baisse du cours international du brut.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mali : livraison de 600 nouveaux logements sociaux**

La Société immobilière et foncière du Mali devrait procéder à la livraison de six cents logements sociaux à l'Etat malien en mars 2016. Pour mémoire, la convention de financement de ce projet a été signée le 19 décembre 2013 à Bamako par la SIFMA, Ecobank-Mali et Shelter Afrique (institution panafricaine de financement de l'habitat et du secteur immobilier en Afrique), pour un montant de 11,6 Mds de FCFA. Le promoteur immobilier annonce également la construction de 700 nouveaux logements dans la même zone, auxquels s'ajoutent 300 autres à Tabacoro pour un montant global de 24 Mds FCFA.

✉ nicolas.moussard@dgtresor.gouv.fr

▼ **Bénin : 36 candidatures validées pour les élections présidentielles**

La Cour constitutionnelle béninoise a transmis le 29 janvier 2016 une liste de 36 candidats à la Commission électorale nationale autonome (Cena) pour l'élection présidentielle qui se tiendra le 28 février prochain. Sur les 48 candidatures acceptées par la Cena début janvier, neuf dossiers ont été déclarés irrecevables pour cause de non-paiement de la caution de 15 M FCFA, et trois candidats se sont retirés.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Côte d'Ivoire : plan comptable OHADA vs. SYSCOA révisé : suite et fin du feuilleton ?

Depuis le communiqué du Conseil des ministres du 27 janvier, il est désormais clair que les entreprises ivoiriennes doivent présenter leurs états financiers se rapportant à l'exercice clos au 31 décembre 2015, selon le référentiel comptable OHADA. Mais le SYSCOA révisé n'est pas pour autant abandonné : ces mesures sont prises dans l'attente de l'adoption des réformes nécessaires à la mise en œuvre du SYSCOA révisé, et notamment en matière fiscale. Un groupe de travail comprenant le Conseil national de la comptabilité, la direction générale des impôts et le secteur privé doit être mis en place pour évaluer l'impact du remplacement du référentiel comptable OHADA par celui du SYSCOA révisé.

✉ deana.dalmeida@cms-bfl.com

▼ Angola : la Banque mondiale prête pour un deuxième financement

La délégation de la Banque mondiale, qui s'est rendue en Angola du 25 au 29 janvier 2016, s'est déclarée disposée à aider le pays à mettre en œuvre les mesures fiscales et monétaires approuvées par le gouvernement le 27 janvier dans son nouveau plan stratégique destiné à pallier à l'assèchement des devises et à relancer la production locale par l'investissement privé. Un premier prêt avait déjà été concédé en juillet 2015, à hauteur de 450 M USD, ainsi qu'une garantie financière émise, permettant à l'Angola de lever entre 300 M et 1 Md USD sur les marchés obligataires internationaux, aux fins de soutenir le programme d'investissement public et de poursuivre la politique fiscale engagée.

✉ catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

▼ Angola : la diversification en marche grâce au renforcement des capacités d'intervention de la Banque de développement d'Angola

Le gouvernement angolais a approuvé une émission spéciale d'obligations du Trésor à hauteur de 27,4 Mds AOA (175,2 M USD) destinée à capitaliser la Banque de développement d'Angola (BDA). Le taux d'intérêt sera de 5% par an, avec un amortissement sur 24 ans. En juillet 2014, la BDA avait déjà fait l'objet d'une augmentation de capital de 32,1 Mds, AOA, son capital social n'atteignant pas le ratio de solvabilité des 10 % exigé par la réglementation. Depuis, elle a pu octroyer des crédits à hauteur de 6 % de l'ensemble des crédits concédés dans le pays, soit 1,5 Md USD investis sur quelque 860 projets, dont 51 % dans l'industrie, 35 % dans l'agriculture et 14 % dans les services.

✉ catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

▼ Angola : la diversification en marche également grâce à la recapitalisation du Fonds de garantie des crédits

De la même façon, le gouvernement a l'intention de recapitaliser le Fonds de garantie de crédit (FGC) qui cautionne les prêts à taux bonifié du programme *Angola Invest* de soutien à l'investissement dans les secteurs productifs, via les banques commerciales, en procédant à une émission d'obligations du Trésor à hauteur de 33 M USD en monnaie locale aux mêmes conditions : délai d'amortissement de 24 ans, assorti d'un taux d'intérêt de 5 % l'an. Le volet agricole du programme Angola Invest, qui mobilise aujourd'hui une bonne partie des fonds, vise à transformer progressivement les agriculteurs individuels en entrepreneurs agricoles.

✉ catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

▼ Comores : vers la mise en œuvre d'un guichet unique des douanes

À l'occasion de la journée internationale de la douane qui a été célébrée le 26 janvier 2016, le directeur général des douanes, Moustoifa Said Soimihi, a annoncé le lancement d'une étude de mise en œuvre d'un guichet unique des douanes à travers le système Sydonia World, développé par la CNUCED. Ce projet permettra de relever deux défis majeurs, qui sont l'harmonisation des pratiques au sein de l'administration douanière et la lutte contre la fraude. La loi portant sur le code des douanes a été adoptée par l'Assemblée nationale en 2015 et harmonisée au code des douanes communautaires du COMESA. Elle est également conforme à la convention de Kyoto révisée.

✉ hubert.colaris@dgtresor.gouv.fr

▼ Madagascar: vers la dématérialisation progressive des procédures de dédouanement

En présence du président de la République et à l'occasion de la journée internationale de la douane, le 26 janvier 2016, ont été inaugurés dans le premier port du pays à Toamasina la dématérialisation des procédures de dédouanement ainsi que le projet de renforcement de la sécurisation des opérations de vérification. Fruit d'un partenariat public-privé avec SGS, la dématérialisation des procédures a été initiée progressivement depuis 2007 à travers la mise en place d'un guichet unique, le lancement en 2010 du module de traitement en ligne des certificats et autorisations (MIDAC) et le renforcement du contrôle de dédouanement, financé par la Banque mondiale. L'extension vers 17 autres sites est prévue d'ici fin 2016.

✉ hubert.colaris@dgtresor.gouv.fr

▼ Rwanda : vers la numérisation des services publics

Grâce à la société Rwanda Online, le gouvernement rwandais a mis en ligne un portail internet, Irembo, pour faciliter les démarches administratives des usagers. Une dizaine d'opérations sont disponibles, telles que les demandes d'extraits de casiers judiciaires ou de transferts de titres de propriété, le but étant d'atteindre 100 opérations d'ici 2018, et 400 en 2020. A également été mis en ligne une plateforme de e-learning à destination des agents de l'administration, afin qu'ils se familiarisent avec Irembo. Les paiements peuvent être effectués via mobile, pour les clients de l'opérateur Tigo, ou par carte bleue. Aujourd'hui 2 000 personnes consultent Irembo chaque semaine, dans un pays qui compte 3 millions d'internautes (25 % de la population).

✉ loic.agostini@diplomatie.gouv.fr

▼ Tanzanie : suites des réformes en matière d'immigration

Après la suppression de l'autorisation temporaire de travail (CTA), les services de l'immigration tanzaniens ont introduit le 15 janvier deux nouveaux documents : le *Business Visa* (250 USD) et le *Business Pass* (200 USD) valables 90 jours sans possibilité d'extension, le premier pour les étrangers venant des pays pour lesquels un visa est exigé, le second pour ceux originaires de pays ne nécessitant pas de visa. Ces documents s'adressent notamment à des professionnels dans le cadre de missions techniques ou de formations. Ils ne se substituent pas au *Short Term Permit* (STP) et ne permettent pas aux étrangers d'occuper un emploi. Des précisions restent attendues des autorités tanzaniennes.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : mise en place d'un système électronique de collecte des taxes pour les autorités locales**

Le vice-ministre de l'Administration locale a annoncé la généralisation d'un système de «e-tax» au sein des autorités locales. Ce système vise à faciliter la collecte des revenus, le stockage de données, mais aussi à minimiser les erreurs et intégrer une plus grande transparence dans la procédure de collecte. Ce système favorisera par ailleurs les paiements par transferts mobiles comme M-Pesa, connectant directement les contribuables aux collecteurs de taxes. En décembre dernier, 47,78 % des localités étaient déjà connectées, les autres ont jusqu'à juillet 2016 pour y procéder. La mobilisation des ressources fiscales demeure faible au regard des besoins du pays (13,3 % de PIB en 2014/2015).

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Le faible impact redistributif de la TVA tanzanienne souligné par un rapport de REPOA**

Un rapport de *Research on Poverty Alleviation* (REPOSA), présenté lors d'un séminaire à Dar Es Salaam le 20 janvier, souligne le manque de redistributivité du régime de TVA du pays qui toucherait trop fortement les ménages les plus pauvres. La TVA sur les biens et services de première nécessité, ainsi que les accises sur le kérosène pénalisent selon ce rapport les ménages pauvres. Les subventions de l'État, en particulier pour l'électricité, ne seraient en outre pas correctement ciblées. Reconnaisant l'impact redistributif des dépenses publiques de l'État dans l'éducation et la santé, le rapport recommande d'accroître les allocations financières sous conditions pour les ménages les plus défavorisés.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ghana : 80 % du secteur informel serait prêt à payer des impôts**

D'après une étude de la Commission de planification du développement national, près de 80 % des travailleurs du secteur informel s'accordent à reconnaître qu'ils devraient payer des taxes sur leurs revenus. Près de 88 % des emplois au Ghana sont issus de l'économie informelle, et ne sont donc pas soumis à l'impôt sur le revenu, ou intégrés dans le PIB. Il s'agit là d'un manque à gagner considérable pour l'économie du pays, bien que 35 % de ces travailleurs payent des taxes lorsqu'ils se fournissent auprès du secteur formel. Ce commerce souterrain est vital pour une part importante de la population, permettant de réduire la pauvreté et d'accroître les niveaux de vie.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ **Gabon : approbation des statuts de l'ANPI-Gabon**

Le conseil des ministres du 29 janvier dernier a adopté le projet de décret portant approbation des statuts de l'ANPI-Gabon (Agence nationale de promotion des investissements du Gabon). Elle a pour mission d'assister le gouvernement dans la mise en œuvre de sa politique en matière de promotion des investissements et des exportations, de création et de développement des entreprises, ainsi que dans la mise en œuvre des partenariats publics-privés. Un appel d'offres financé par la Banque mondiale est en cours pour l'élaboration du plan d'affaires de l'ANPI qui, dans les faits, se substitue à l'APIEX dans ses missions. L'ANPI est dirigée par Nina Alida Abouna.

✉ aline.quenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sao Tome et Principe: signature de deux accords avec le Maroc**

Deux accords ont récemment été signés entre les autorités santoméennes et le Royaume du Maroc, portant sur la promotion et la protection réciproque des investissements et sur la non double imposition. Les réformes menées afin de restructurer l'économie ces dernières années ont eu un impact positif sur l'économie, facilitant l'investissement. Pour autant, une grande part du budget reste dépendante de l'aide internationale (dons et prêts).

✉ aline.quenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Soudan du Sud : possible décision d'embargo sur les armes par les Nations-Unies**

Un groupe d'experts des Nations Unies a recommandé que le Conseil de sécurité impose un embargo sur la fourniture, la vente ou le transfert d'armes, de munitions, de véhicules militaires et des pièces de rechange vers le Soudan du Sud. La plus jeune nation du monde a subi une guerre civile de décembre 2013 à août 2015. Selon le rapport, les deux côtés auraient cherché à acheter du matériel militaire, même après la signature de l'accord de paix. Le mois dernier, les forces du Président Kiir attendaient la livraison d'un hélicoptère Mi-24 (43 MUSD) d'une société ukrainienne, et aurait cherché à en acheter quatre autres en Ouganda. Les forces rebelles auraient reçu des munitions et des armes du Soudan.

✉ thierry.loussakoueno@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Gabon : 7 ordonnances autorisent des emprunts destinés au financement de projets d'infrastructure

Le 29 janvier, le conseil des ministres a validé 7 projets d'ordonnances autorisant l'État gabonais à recourir à des emprunts auprès de différents établissements financiers (BDEAC, BIRD, Société Générale, China Exim Bank, Banque industrielle et commerciale de Chine) pour financer des projets d'infrastructure. Ceux-ci incluent la construction et le réaménagement de stades en vue de la CAN 2017, ou la conception et la construction de routes. L'agence nationale des grands travaux d'infrastructures (ANGTI) participera au pilotage de la mise en œuvre de ces projets dans les mois à venir, notamment pour les travaux d'extension du stade Omnisports.

✉ sophie.pignon@twobirds.com

▼ Cameroun: l'extension du port de Kribi sera financée par un prêt de la China Exim Bank

Les travaux de la phase II du projet d'extension du port de Kribi vont bénéficier du soutien financier de la banque chinoise d'import-export (China Exim Bank). Sollicitée par les autorités camerounaises, l'institution financière publique a validé l'octroi d'un prêt de plus de 618 M EUR au taux d'intérêt annuel de 2 %. Le montant total de cette phase du projet d'extension est de 726 M EUR. L'État camerounais en financera 15% par un apport sur ses fonds propres. Les travaux sont exécutés par China Harbour Engineering Company (CHEC), membre d'un consortium, composé de Bolloré et CMA CGM, qui a remporté en août dernier le contrat de développement et d'exploitation du terminal.

✉ sophie.pignon@twobirds.com

▼ Côte d'Ivoire : projet de révision du cadre réglementaire applicable aux PPP

Le gouvernement, avec l'assistance de la cellule d'appui des PPP, envisage d'apporter des modifications au cadre réglementaire applicable aux PPP en Côte d'Ivoire. Cette révision aurait pour objet d'uniformiser les différents lois et règlements régissant les PPP et plus particulièrement le décret du 19 décembre 2012 relatif aux contrats de partenariats publics privés et le décret du 6 août 2009 portant sur le Code des marchés publics, tout en prenant en compte les objectifs précisés dans les directives relatives aux procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest-africaine.

✉ frederic.pia@gide.com

▼ **Madagascar : mobilisation des partenaires techniques et financiers pour l'assainissement des villes**

La Banque africaine de développement vient d'approuver un don de 1,8 M EUR en faveur de Madagascar pour doter huit villes de plans d'assainissement. Les programmes d'actions se concentreront sur la gestion intégrée des eaux pluviales, des eaux usées et des déchets solides. Cette initiative intervient dans le cadre de la nouvelle stratégie nationale sectorielle eau, assainissement et hygiène définie par le gouvernement malgache pour 2013-2018. Dans l'agglomération d'Antananarivo, un projet d'assainissement des eaux pluviales et usées, d'un montant de 28 M EUR, sera financé par l'AFD (un prêt de 22 M EUR, un don de 3 M EUR pour l'élaboration du schéma directeur et un don de 3 M EUR de l'UE délégués à l'AFD).

✉ hubert.colaris@dgtresor.gouv.fr

▼ **Seychelles : décaissement d'un prêt de 2,3 M USD par le FMI**

Fin décembre, le FMI a octroyé aux Seychelles un prêt de 2,3 M USD, qui s'inscrit dans le cadre du mécanisme élargi de crédit (EFF/ *Extended Fund Facility*) conclu avec le Fonds en 2014, et prévoyant la mise à disposition d'un montant de 17,6 M USD sur une période de trois ans pour soutenir le programme de développement économique du pays. Après avoir connu une sérieuse crise de la dette en 2008, qui s'est conclue par un accord avec le Club de Paris en 2009, l'archipel est parvenu à stabiliser sa situation macroéconomique grâce à des réformes budgétaires et structurelles substantielles et au soutien des bailleurs de fonds, notamment le FMI, la Banque mondiale et l'Union européenne.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Rwanda : émission d'un emprunt obligataire domestique de 15 Mds de francs pour le financement des infrastructures**

La Banque centrale rwandaise a annoncé l'émission d'un emprunt obligataire domestique de 15 Mds de francs (18,2 M EUR), avec une période de souscription allant du 22 au 24 février. Le coupon de cet emprunt d'une maturité de cinq ans sera déterminé par le marché. Le Rwanda a émis ces dernières années plusieurs emprunts obligataires domestiques dans le but de développer son marché de capitaux et de moderniser ses infrastructures.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tenue de la 4ème Commission mixte de coopération Gabon-Chine**

La 4^{ème} Commission mixte Chine-Gabon qui s'est tenue fin janvier à Libreville atteste du renforcement continu de la présence chinoise au Gabon. Les échanges commerciaux entre les deux pays seraient passés de 400 M\$ en 2006 à plus de 2 Mds\$ en 2014 et différents accords de prêts ont été signés à l'occasion de cette Commission mixte (construction de deux stades à Oyem et Port Gentil et route Forasol - Mbega).

✉ aline.quenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée Equatoriale : signature d'un mémorandum d'entente entre le gouvernement et l'entreprise américaine Marathon Oil Corporation**

Ce Mémorandum d'entente, signé le 16 janvier à Malabo, porte sur la réalisation d'une étude de faisabilité concernant le développement et la commercialisation des ressources de gaz naturel des blocs O et I, situés aux larges des côtes équato-guinéennes. Par ailleurs, Marathon Equatorial Guinea Production Ltd (MEGPL) a décidé de prêter assistance à l'Etat équato-guinéen pour la réalisation d'une étude qui déterminera la meilleure forme d'approvisionnement en énergie électrique sur la région continentale du pays.

✉ vincent.branquet@diplomatie.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : la Banque mondiale investira 3,3 Mds USD d'ici 2020**

Le groupe de la Banque mondiale prévoit d'investir d'ici 2020 près de 3,3 Mds USD en Côte d'Ivoire, notamment dans les domaines de l'agriculture, de l'énergie, du transport, de l'eau et de l'emploi des jeunes. Selon le directeur des opérations du groupe à Abidjan, ce montant devrait être mobilisé à travers l'IDA (0,8 Md USD), la SFI (1,7 Mds USD) et la MIGA (0,85 Md USD). Pour 2016, il est prévu 510 M USD pour le financement de huit projets déjà identifiés. Pour mémoire, le gouvernement ivoirien a adopté en décembre 2015, un plan national de développement qui prévoit un volume d'investissement de 45 Mds EUR sur la période 2016-2020.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée : un appui budgétaire de 12 M EUR de l'UE**

L'UE vient d'accorder un appui budgétaire de 12 M EUR à la Guinée. Ce financement, prévu au budget 2016 du pays, vise à soutenir le programme de relance économique du gouvernement guinéen et de renforcement du système national de santé.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mali : la BAfD soutient le projet d'aménagement routier entre Bamako (Mali) et San Pedro (Côte d'Ivoire)**

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet d'aménagement routier entre Bamako et San Pedro, le ministère malien de l'économie et des finances a procédé à la signature d'une convention le 25 janvier 2016 avec la Banque africaine de développement (BAfD). La convention porte sur des dons et des prêts du Fonds africain de développement (FAD) et de la Facilité d'appui à transition (FAT). Ce sont au total près de 60 Mds FCFA (40 Mds en prêts et 20 Mds en dons) que la BAfD met à la disposition du Mali.

✉ nicolas.moussard@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mali : l'Etat relance le secteur privé**

Dans le cadre de sa session extraordinaire, l'Assemblée nationale du Mali a adopté le 21 janvier 2016, le projet de loi autorisant la participation de l'Etat au capital social du Fonds de garantie pour le secteur privé (FGSP-S.A). L'objectif de ce fonds, dont le capital social est de 4,8 Mds FCFA, est de garantir partiellement les crédits des banques et établissements financiers accordés aux PME-PMI et à des institutions financières privées.

✉ nicolas.moussard@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mauritanie : prêt du FADES en faveur de l'interconnexion électrique avec le Sénégal**

Le ministre des Affaires économiques et du développement, Sid 'Ahmed Ould Raiss, et Abdel Latif El Hemed, directeur général, président du conseil d'administration du Fonds arabe pour le développement économique et social (FADES), ont signé le 2 février 2016 à Nouakchott un accord de prêt, d'un montant de 91 M EUR. Ce prêt est destiné au financement du projet de renforcement de l'interconnexion électrique entre la Mauritanie et le Sénégal.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Togo : construction d'un Data Center**

Le Togo a bénéficié en 2013 d'un prêt de 46 M EUR de la Banque mondiale dans le cadre du programme régional ouest africain de développement des infrastructures de communication (WACRIP). Inscrit dans la loi de finances 2016, le programme devrait se concrétiser dans les prochains jours par un appel d'offres pour la construction d'un Data Center, dont les études techniques sont en cours de finalisation.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

▼ **Azura boucle le financement d'un mégaprojet électrique au Nigeria**

Le groupe nigérian a mobilisé 876 M USD pour la construction d'une centrale électrique indépendante de 450 mégawatts dans l'État d'Edo, dans le sud-ouest du pays. Parmi les prêteurs figurent de nombreuses institutions de financement du développement dont le français Proparco, le hollandais FMO, l'américain OPIC et IFC (groupe de la Banque mondiale). Azura Power a apporté 190 M USD en capitaux propres et emprunté 686 M USD auprès d'un consortium de 15 prêteurs internationaux et nigériens. Azura Power indique que la centrale d'Edo représente la première phase d'un projet de parc de 1 500 MW pouvant fournir de l'électricité à plus de 12 millions de personnes au Nigeria.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Afrique australe : une production agricole déficitaire pour la SADC en raison de la sécheresse

Les conditions de sécheresse, qui prévalent depuis le début de la campagne agricole en Afrique australe en raison d'El Nino, impactent négativement la production agricole de nombreux pays de la SADC. Selon les estimations de production, la région sera largement déficitaire en maïs, principale céréale cultivée et consommée. L'Afrique du Sud ne sera pas en mesure d'alimenter le marché des céréales de la SADC dont elle fournit habituellement 40% des volumes, mettant en péril la sécurité alimentaire régionale. Dans ce contexte, le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire au sein de la SADC a fortement augmenté et est estimé, selon les Nations Unies, à 28,5 millions.

✉ guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr

▼ Zimbabwe : prêt de 200 M USD pour financer ses importations de maïs

Le gouvernement du Zimbabwe a obtenu un prêt de 200 M USD auprès de la Banque africaine d'import-export (Afreximbank) pour financer les importations de maïs, base de l'alimentation humaine, qui devraient atteindre près de 1 Mt en raison de la sécheresse. Après une campagne 2014/2015 déjà faible avec une production de seulement 742 000 t, la campagne en cours devrait voir la production baisser pour atteindre 600 000 t pour une consommation attendue de 1,7 M t. Les Nations-Unies estiment que plus de 11 % de la population est en situation d'insécurité alimentaire (1,5 M de personnes). L'agriculture représente 14 % du PIB, emploie 54 % de la population active et a généré 932 M EUR de recettes à l'exportation en 2014.

✉ guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique : résultats contrastés pour l'entreprise africaine Nampak

Nampak, l'un des leaders africains en emballage alimentaire, a annoncé une augmentation de 13 % de son chiffre d'affaires au 30 septembre 2015. Ce résultat s'inscrit dans une année financière contrastée. Le PDG, André de Ruyter, se dit confiant pour l'année 2016 : 224 M Rands ont été investis en 2015 pour améliorer la performance globale du groupe. La rationalisation du portefeuille du groupe a impliqué la vente de plusieurs divisions, l'amélioration de la gestion des coûts et une meilleure efficacité opérationnelle. L'entreprise a réussi à maintenir ses positions sur le marché grâce à la conclusion d'accords de vente sur le long-terme dans plusieurs de ses divisions.

✉ camille.tricoire@businessfrance.fr

▼ Afrique du Sud : l'organisation sud-africaine des producteurs de pommes et poires anticipe une saison difficile

La sécheresse, qui sévit en Afrique du Sud, devrait compliquer la production de fruits à pépins. La chaleur et la sécheresse ont déjà eu des conséquences majeures sur les principales zones de productions. D'après les dernières estimations, les conditions climatiques ont affecté la croissance des fruits de début de saison dans les zones ne manquant pas d'eau. Les variétés de fin de saison pourraient aussi être impactées si les conditions actuelles persistent. Pour faire face à ces difficultés, les producteurs ont mis en place de nouvelles pratiques de gestion de l'irrigation dans les régions les plus touchées par la sécheresse et les coupures d'eau.

✉ camille.tricoire@businessfrance.fr

▼ **Afrique du Sud : le fonds d'investissements sud-africain Futuregrowth investit 11,3 M EUR dans l'aquaculture**

La société d'investissement sud-africaine Futuregrowth a identifié l'aquaculture comme un enjeu stratégique d'investissement, mobilisant près de 11,3 M EUR pour des projets d'aquaculture durable, notamment ceux dont la majorité du chiffre d'affaires provient de l'élevage d'abalones (ormeaux). Dans son rapport, le CENRM (Centre d'excellence dans la gestion des ressources naturelles) a indiqué que l'aquaculture est l'un des secteurs agroalimentaires enregistrant la croissance la plus rapide. Elle serait à l'origine de la moitié de la consommation mondiale de poisson et devrait atteindre 62 % d'ici 2030. Selon ce rapport, l'Afrique du Sud est le 3^{ème} producteur mondial d'abalone.

✉ camille.tricoire@businessfrance.fr

▼ **Ghana : près de 100 employés de Cocoa Processing Company au chômage technique**

Une centaine d'employés de la Cocoa Processing Company, principal producteur de cacao au Ghana, ont été priés de prendre leurs congés annuels pour une durée indéterminée, en raison de la fermeture de 2 usines de transformation. Certains évoquent la faible production de fèves de cacao, dont les quantités ne seraient pas suffisantes pour permettre la mise en marche de deux usines sur les trois que compte l'entreprise. Par ailleurs, les coupures d'électricité sont une autre raison possible : en février 2015, la société avait déjà dû arrêter la production durant quelques jours en raison des délestages, le prix du diesel nécessaire à la bonne marche des générateurs étant trop élevé.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : la chaîne de supermarchés Shoprite annonce 76 % de produits locaux**

Le groupe sud-africain, présent au Nigéria depuis dix ans, a révélé que 76 % de produits vendus dans ses supermarchés nigériens étaient produits localement. Shoprite, qui détient 16 supermarchés à travers le pays et emploie 2230 personnes, s'est engagé à pérenniser ce *local content* via ses partenariats commerciaux avec 300 fournisseurs locaux, majoritairement des PME. Pour l'exercice 2014-2015, le groupe, implanté dans 14 pays africains, a réalisé un chiffre d'affaires de 6,5 Mds EUR et un bénéfice avant intérêts et impôts de 344 M EUR.

✉ thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : Coca-Cola en passe de contrôler le marché des soft**

Coca-Cola, qui contrôle 45 % des parts de marchés (pdm) du segment des sodas (marché de 18,12 Mds USD) en zone Afrique-Moyen-Orient (AMO), et domine au Nigéria avec 50 % de pdm (marché de 2,42 Mds USD), a conclu sur le rachat de 40 % des actions de Chi Ltd pour s'attaquer au segment des jus de fruit. Si globalement en AMO, il ne contrôle que 3,5 % du marché, au Nigéria sa part monte à 15 % derrière celle de Chi à 38,3 %, propriété du groupe TGI qui détient Romson Oil, Wacot, Chi Farms et Chi Pharma. Le groupe est présent sur les marchés ghanéen, béninois, marocain, sud-africain et chinois. Avec cette acquisition, Coca-Cola devrait considérablement assoir sa présence sur le marché des soft au Nigéria et en Afrique de l'Ouest.

✉ pierre.decoussy@businessfrance.fr

▼ Energie et matières premières

▼ Cobalt en RDC, conflit de vigilance dans l'industrie électronique...

Le dernier rapport d'Amnesty International et l'ONG Afreewatch décortiquent la filière du cobalt en RDC et interroge la responsabilité des grandes marques. La remontée de la filière en RDC, des enfants creuseurs aux revendeurs, conduit les ONG à questionner Apple, Lenovo, Samsung, sur leur politique de diligence et invite les internautes à les interpeller sur Twitter. Si la RDC doit mettre en œuvre des mesures pour mettre fin au travail des enfants dans ces mines, on remarque que face à cette alerte, émergent différentes réactions des constructeurs. Ils doivent se rapprocher des recommandations de l'OCDE de façon à mieux traiter les risques dans leur chaîne d'approvisionnement en RDC, et adapter leur stratégie d'engagement au risque de tomber dans le sujet polémique des *conflict minerals*.

✉ j.messan@affectionmutandi.com

▼ Afrique du Sud : hausse des exportations de charbon à destination du continent africain

Le terminal charbonnier du port de Richards Bay a enregistré en 2015 une hausse annuelle de ses exportations de charbon (5,7 % à 75.4 Mt), extrait des mines sud-africaines. Sa capacité maximale d'exportation est de 91 Mt/an et permet de positionner l'Afrique du Sud au 7e rang mondial des producteurs de charbon (classement *World Coal Association*). Cette évolution s'explique par la croissance des exportations de charbon à destination du continent africain (7 % en g.a à 10,5 MT), qui demeurent toutefois nettement inférieures aux volumes exportés vers l'Asie (59 %) et vers l'Europe (19 %), volumes cependant en retrait par rapport à 2014 (respectivement -7 % et -6 % en g.a).

✉ ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ Seychelles : arrêt des recherches d'exploration pétrolière par deux compagnies

Conséquence de la chute des cours du baril de pétrole, après la récente faillite de la compagnie Afren Plc, c'est au tour d'un autre opérateur de déclarer forfait pour ses travaux d'exploration dans la zone économique exclusive des Seychelles (1,4 million de km²) : l'australien WHL Energy (et son partenaire britannique Ophir Energy Plc) vient de se retirer des blocs qui lui avaient été attribués. Il ne reste actuellement que le japonais Jogmec qui a demandé à PetroSeychelles, l'autorité régulatrice du secteur des hydrocarbures, une extension de son permis d'exploration. Des études préliminaires basées sur les données sismiques ont estimé entre 500 et 800 millions de barils les réserves potentielles de l'archipel.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ Madagascar : fin du mécanisme de subvention sur les produits pétroliers

Depuis le 16 janvier, les stations-services ont appliqué une baisse des prix (-2,5 % pour le gasoil et -4 % pour l'essence sans plomb), reflétant la baisse du coût d'importation des produits pétroliers. Cette baisse complète le retour à la vérité des prix visant à l'élimination graduelle des subventions sur les produits pétroliers qui a été atteinte en octobre 2015, conformément aux recommandations répétées du FMI. Pour éviter toute hausse excessive éventuelle du prix des carburants en lien avec la fin du mécanisme de subvention des prix, un décret fixant les prix maxima des carburants a toutefois été adopté pour six mois lors du conseil du gouvernement du 12 janvier 2016.

✉ hubert.colaris@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : inquiétude dans l'industrie du secteur maritime suite aux nombreux limogeages au sein de l'autorité des ports**

Les nombreux limogeages opérés par le président Magufuli au sein de l'autorité des ports dans le cadre de sa lutte contre la corruption, suscitent l'inquiétude du secteur maritime. Si l'éviction de dirigeants impliqués dans des détournements est saluée par des acteurs privés comme EB Maritime Limited, d'autres alertent les autorités sur les risques liés à leur non-remplacement pour la compétitivité du port. Rappelant l'importance stratégique du port pour la Tanzanie, porte d'entrée majeure en Afrique, le ministre des Transports a dit espérer collecter 1 000 Mds TZS (422 M EUR) en 2015/2016 lors d'une visite du port de Mtwara.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ **La Cour suprême du Nigéria a rendu un jugement en faveur de Seplat sur les blocs pétroliers OML 53 & 55**

La vente par Chevron des blocs pétroliers OML 53 & 55 à Seplat, qui avait été contestée suite à une offre non concluante par Britannia-U, vient d'être validée par la Cour suprême du Nigéria. Les blocs pétroliers 53 & 55 ont des réserves estimées respectivement à 51 millions de barils de pétrole et de condensé, et 611 milliards de pieds cubes de gaz, ainsi que 20 millions de barils de pétrole et de condensé, et 156 milliards de pieds cubes de gaz. Cotée à la bourse de Lagos et de Londres, Seplat est l'une des compagnies pétrolières nigérianes les plus importantes, dans laquelle Maurel & Prom possède une participation de 45 %.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ **La compagnie pétrolière nationale du Nigéria n'utilisera plus de contrats de swaps à partir de mars 2016**

La compagnie vendra désormais directement son pétrole brut aux raffineries, avant de leur racheter des produits pétroliers raffinés, plutôt que d'échanger du pétrole brut contre des produits raffinés. Ce changement va permettre d'éliminer les intermédiaires en donnant le contrôle à la NNPC sur les ventes de pétrole brut et les achats de produits raffinés. Le secrétaire d'Etat au Pétrole estime que cette réforme va permettre au gouvernement fédéral d'économiser 1 Md USD par an.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : formation professionnelle aux métiers de l'électricité**

Le 27 janvier 2016, le conseil d'administration de l'AFD a approuvé en faveur du gouvernement fédéral du Nigeria un prêt de 42 M EUR (46,2 M USD) et une subvention de 8,7 M EUR pour le financement du projet d'équipement et de modernisation de l'Institut national de formation aux métiers de l'électricité (NAPTIN). La subvention comprend un volet Fonds d'expertise technique et d'échange d'expérience de 0,7 M EUR qui vise, d'une part, la consolidation d'un partenariat en vigueur entre Naptin et Schneider Electric portant sur le renforcement des capacités d'électriciens indépendants, et d'autre part, une mise en relation stratégique de NAPTIN et des 11 sociétés régionales de distribution d'électricité au Nigeria avec l'appui de CODIFOR.

✉ ademolaa@afd.fr

▼ **Cameroun : Sundance Resources annonce la réduction de ses charges de personnel de 80 % sur le projet fer de Mbalam-Nabeba**

Cette annonce intervient quelques jours après le renvoi à une date ultérieure de la signature du contrat pour la construction des infrastructures (chemin de fer et terminal minéralier du port de Kribi) liées à ce projet, entre le gouvernement et la société China Ghezouba, à la demande de la partie chinoise, en relation avec la baisse des cours de fer. Les activités sur le site se limiteraient à la surveillance et la maintenance des équipements et des échantillons de fer prélevés. Pour mémoire, le démarrage de l'exploitation effective des deux gisements dont la capacité de production annuelle est estimée à 35 M de tonnes par an, est prévu en 2018.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Coopération Chine-Gabon**

Dans le sillage de la Commission mixte Chine-Gabon qui s'est tenue à Libreville fin janvier, des discussions ont eu lieu entre le ministre de l'Energie et des ressources hydrauliques, Guy-Bertrand Mapangou et la société chinoise CGGC (China Gezhouba Groupe Corporation) sur la construction des centrales hydroélectriques de Fé2 et des Chutes de l'Impératrice Eugénie. Ces projets avaient fait l'objet d'une attribution en 2010 à un groupement privé (CODER), dont le contrat avait néanmoins été résilié. CGGC avait remporté le nouvel appel d'offres lancé en 2014. Le cout estimé de ces deux barrages est d'un montant de 119 Mds FCFA.

✉ thierry.blin@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée Equatoriale : Schlumberger entre dans la Joint-Venture sur le bloc gazier R dans le cadre du projet Fortuna FNLG**

Un accord a été conclu entre le pétro-gazier britannique Ophir Energy et Schlumberger, permettant au groupe français d'obtenir un intérêt économique de 40 % sur le bloc R (situé aux larges des côtes équato-guinéennes, au sud-ouest de l'île de Bioko) dans le projet Fortuna FNLG. Pour mémoire, Ophir Energy détenait un intérêt de 80 % dans le bloc R et l'entreprise nationale GEPétrol, les 20 % restants. L'accord définitif devrait être signé au 2ème trimestre 2016 avant la décision finale d'investissement. Dans le cadre de cet accord, Schlumberger remboursera 50 % des investissements engagés par Ophir sur le bloc sous la forme d'une participation au développement.

✉ vincent.branquet@diplomatie.gouv.fr

▼ **RDC : lancement des travaux d'acquisition de test sismique sur le bloc 3 de Graben Albertine**

Dans le cadre de son permis de recherche sur le Bloc III du Graben Albertine, à proximité du Lac Albert, au nord-est de la République démocratique du Congo, Total Exploration et Production, a lancé le 21 janvier dernier son premier test d'acquisition sismique. Cette cérémonie a été l'occasion de constater l'importance des moyens mobilisés par Total dans cette province de l'Ituri mais également de mesurer les attentes des autorités locales en matière de développement économique et social de cette région exposée aux conséquences des exactions commises par les groupes armés depuis de nombreuses années.

✉ francois.quintin@dgtresor.gouv.fr

▼ **RDC : signature d'un accord de partenariat entre la Gécamines et l'entreprise chinoise CNMC**

La Générale des carrières et des mines (Gécamines) a signé le 25 janvier 2016 un partenariat avec la China Nonferrous Metal Mining Company (CNMC), société minière chinoise prévoyant la construction par CNMC de deux usines métallurgiques mettant en œuvre des technologies de pointe : l'une à Kambove appelée à produire 35 000 tonnes de cuivre par an, l'autre sur le site minier de Deziwa, à Kolwezi, avec une capacité de production de 80 000 tonnes de cuivre par an. Dans cette nouvelle configuration les partenaires prévoient que la production annuelle passera de 15 000 tonnes de cathode de cuivre à plus de 100 000 tonnes.

✉ francois.quintin@dgtresor.gouv.fr

▼ **Hydrocarbures : Maurel et Prom enregistre un net recul au Gabon**

En 2015, Maurel et Prom a réalisé un chiffre d'affaires de 276 M EUR, contre 550 M EUR en 2014, soit un recul de 49,81 %, a indiqué le groupe pétrolier français. Ces résultats en berne tiennent à la baisse du prix de vente du pétrole produit par Maurel & Prom (47,1 USD le baril en 2015, contre 96,7 USD en 2014, soit un recul de 51 %) et au recul de sa production. Le groupe français, qui vient d'absorber son ancienne filiale nigériane MPI, anticipe toutefois une nette hausse de sa part de production de pétrole à 22 400 barils en 2016. Autre motif de satisfaction : l'explosion du chiffre d'affaires de l'activité d'extraction de gaz en Tanzanie, où le champ a été démarré en août 2015. Il s'est envolé de + 426 % en 2015 à 7 M EUR.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

▼ **Industries**

▼ **Afrique du Sud : Denel crée une seconde *joint-venture* à l'international**

Denel, le groupe industriel de défense public sud-africain, annonce la mise en place de Denel Asie, sa seconde filiale à l'internationale basée à Hong Kong et établie sous forme de *joint-venture* (JV) avec la société privée sud-africaine VR Laser. Il s'agit pour Denel de trouver de nouveaux marchés pour ses produits dans les domaines de l'artillerie, des véhicules blindés et des missiles au sein de la région Asie-Pacifique, responsable de plus de 50 % des marchés publics de défense dans le monde à horizon 2018. Denel avait déjà mis en place une première JV du même type, Tawazun Dynamics, avec le groupe Tawazun aux Emirats Arabes Unis en 2012.

✉ ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ **Afrique du Sud : le marché automobile intérieur en perte de vitesse**

Naamsa, l'Association nationale des constructeurs automobiles d'Afrique du Sud, a publié les premiers chiffres de l'industrie automobile en 2016, soulignant la chute de 6,9 % en g.a des ventes de véhicules neufs en janvier, à 48 615 unités. Il en va de même pour les exportations, 13 057 unités, soit une baisse de 21,9 % par rapport à janvier 2015, en raison de contraintes logistiques et d'expédition. Si les exportations devraient augmenter en 2016 de près de 40 000 véhicules, soit environ 12 % par rapport à l'année dernière, sur le plan intérieur, Naamsa prévoit une baisse du marché des véhicules neufs de 9 % cette année, compte tenu notamment des faibles perspectives de croissance.

✉ ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ **Angola : le groupe public angolais ENDIAMA souhaite créer un OPEP des diamants**

Antonio Carlos Sumbula, le président du groupe public angolais, ENDIAMA, concessionnaire des diamants du pays, a lancé une initiative qui regrouperait les pays producteurs de diamant brut dans le but d'augmenter les cours de ce minerai en réduisant la production. Plusieurs pays et entreprises soutiennent déjà cette initiative, tel que le Gem & Jewellery Export Promotion Council indien.

✉ patricia.baptista@businessfrance.fr

▼ **Kenya : contestation de l'appel d'offres pour la mise en concession du second terminal à conteneurs de Mombasa**

Les sociétés Cosco Pacific (Chine) et ICTSI (Philippines), qui avaient soumissionné séparément à l'appel d'offres portant sur la mise en concession du second terminal à conteneurs de Mombasa, ont décidé de poursuivre en justice Kenya Port Authority (KPA) et Public Private Partnership Petition Committee (PPP). Cosco et ICTSI estiment que le processus de sélection de l'opérateur privé, démarré en décembre 2014, est déloyal. Le projet de construction du second terminal, d'un coût de 274 M EUR, devrait être terminé en juin 2016. L'objectif est de décongestionner le port de Mombasa en augmentant sa capacité de chargement à 1,2 M TEU contre 900 000 TEU actuellement.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Rwanda : construction d'une usine d'alimentation animale**

Le gouverneur de la Province du Sud et l'Ambassadeur de Corée du Sud ont lancé la construction d'une usine d'alimentation animale dans le district de Huye. Financée par une subvention de 5 M USD du gouvernement coréen, elle se situera sur un terrain 1,7 ha et comprendra notamment une unité de production, un laboratoire, un magasin, et devrait être terminée en décembre 2016. L'usine produira des aliments pour poissons, vaches, volaille et porcs. Alors que 90 % de la population rwandaise vit de l'agriculture, les aliments disponibles pour les élevages sont en quantité insuffisante, de qualité médiocre et à un prix prohibitif.

✉ loic.agostini@diplomatie.gouv.fr

▼ **Ghana : le gouvernement décide de relancer l'industrie textile.**

Kwehu Richettes Hagan, vice-ministre du Commerce et de l'industrie, a indiqué vouloir relancer l'industrie textile au Ghana, afin d'en faire un pays exportateur de tissus et inverser la tendance actuelle aux importations. Cela permettrait de relancer l'emploi dans ce secteur, notamment des jeunes, et d'apporter une valeur ajoutée afin de rendre le pays plus compétitif, compte tenu notamment de la baisse des exportations due à la chute des prix des matières premières. Mais la relance de ce secteur dépend aussi des capacités du pays à fournir à nouveau une alimentation électrique stable, afin d'éviter aux entreprises de recourir aux générateurs, dont le coût est trop élevé pour les petites structures.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

Services

Angola : les Sud-Africains y valorisent leur savoir-faire touristique

Des entreprises sud-africaines viennent de proposer leurs services au directeur de l'institut de promotion du tourisme angolais Infotur, pour y développer le secteur des croisières fluviales. Les lignes concernées ont déjà fait l'objet d'un tracé dans les provinces de Malanje, Namibe, Cunene et celle de Cuando Cubango qui s'appuie sur le grand projet touristique régional d'Okavango sur le Zambèze, inscrit au programme des investissements publics angolais. Le tourisme est considéré en Angola par le gouvernement comme un des secteurs-clés de la diversification économique.

✉ catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

Afrique du Sud : la construction d'un nouveau parc logistique approuvée dans la région de Durban

Après trois ans de discussions, la décision de construction d'un parc logistique et d'un centre de distribution sur la zone de Clairwood a été validée par la province du Kwazulu-Natal. Le site est stratégique car il est situé dans le bassin de Durban Sud, foyer de l'industrie lourde comprenant des raffineries de pétrole, des usines chimiques et des installations logistiques. Acheté à 24,3 M EUR par le groupe immobilier Capital Property en 2012, les travaux prévus sont d'envergure (investissement de 398 M EUR). De plus, un investissement de 6.2 M EUR sera consacré à l'amélioration des routes et des infrastructures pour faciliter le trafic global dans la région.

✉ camille.laporal@businessfrance.fr

Afrique du Sud : le groupe de transport maritime français CMA-CGM réduit son temps de transit entre l'Afrique du Sud et le Mozambique

CMA-CGM renforce sa couverture grâce à deux nouvelles escales dans l'Océan Indien : les ports de Nossi-Bé et d'Antsiranana à Madagascar. Son réseau « Indian Ocean Feeder » comprend à ce jour trois lignes : la ligne nord (Mozambique, Madagascar, Comores, Mayotte), la ligne centre (Madagascar, Maurice) et la ligne sud (Afrique du Sud, Mozambique et Madagascar). Le hub de Longoni (Mayotte) offre désormais un accès direct en 13 jours depuis le sous-continent indien et le Moyen-Orient. Ces nouvelles escales permettront en particulier une réduction considérable des temps de transit et des délais de livraison sur la ligne sud (Durban-Maputo notamment).

✉ camille.laporal@businessfrance.fr

Madagascar : obtention du certificat de transporteur aérien/CTA de Madagasikara Airways

Le 25 janvier 2016, l'aviation civile de Madagascar a délivré un CTA à Madagasikara Airways, qui sera la deuxième compagnie autorisée à opérer à Madagascar des vols domestiques. Cette société opérait déjà transitoirement depuis novembre 2015. Malgré la promulgation en 2004 du Code de l'aviation civile libéralisant le secteur du transport aérien domestique à des compagnies aériennes de droit malgache, Air Madagascar restait jusqu'ici la seule compagnie à opérer des vols domestiques. Air Madagascar mène des tractations avec la compagnie Airlinik, mais aussi avec Air Austral, pour opérer en joint-venture des vols domestiques.

✉ hubert.colaris@dgtresor.gouv.fr

▼ **Maurice : le gouvernement annonce son intention de transformer Port Louis en *smart city***

Le gouvernement mauricien vient de lancer un projet pour faire de Port Louis, une ville intelligente. Ce concept qui viserait, avec l'appui du secteur privé, à transformer la capitale en *smart city*, représenterait un investissement d'environ 52 Mds de roupies (1,3 Mds EUR) d'ici 2020 : il permettrait en particulier de décongestionner la capitale en implantant un système virtuel de gestion du trafic routier. Les projets de *smart cities* à Maurice, dont une vingtaine a déjà été annoncée, font partie de la stratégie du gouvernement qui a pour ambition de positionner le pays comme un territoire innovant et pionnier dans les nouvelles technologies, tout en intégrant une dimension développement durable.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Maurice : vers une classification des hôtels de l'île**

A la suite de la mise sur pied, par le ministère mauricien du Tourisme, d'un comité technique pour la classification des hôtels de l'île selon des normes internationales, une centaine d'hôtels devraient se voir prochainement attribuer une classification officielle. Le nombre d'étoiles décernées aux établissements hôteliers sera octroyé sur la base des normes pratiquées en Europe et en Asie. À noter que le nombre de touristes ayant visité l'île en 2015 s'est élevé à 1 151 723, soit une progression de 11 % par rapport à 2014. Les autorités souhaitent faire de Maurice une destination « toutes saisons » en ouvrant davantage les activités proposées sur l'intérieur de l'île.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ghana : les tarifs des transports publics augmentent de 15 % à compter du 1^{er} février**

Les opérateurs des transports publics se sont entendus afin d'augmenter de 15 % les tarifs à compter du 1^{er} février. Le conseil de coordination des transports routiers du Ghana a indiqué également que cette hausse prend en compte l'augmentation des prix du carburant, des lubrifiants, des assurances, des pièces détachées et des tarifs d'immatriculation des conducteurs. Toute hausse de plus de 12 % du carburant entraîne d'ordinaire une hausse des tarifs des transports, mais ces derniers étaient jusque-là restés inchangés malgré la mise en application de la taxe énergétique début janvier.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : la Corée du sud finance la formation en informatique de 22 625 fonctionnaires nigériens**

Le ministre nigérien de la Communication, Adebayo Shittu, vient d'annoncer que le gouvernement coréen, via son agence Korea International Cooperation Agency (KOICA), financera à hauteur de 2,5 Mds NGN (soit 11,5 M USD) la formation de près de 23 000 fonctionnaires nigériens à la *e-gouvernance*, développant ainsi la capacité du pays et de ses administrations à s'approprier l'usage des nouvelles technologies et des procédures pouvant être informatisées.

✉ thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : le ministre de l'Aviation évoque le déclin du secteur aérien**

Pilote de formation et ex-sénateur de Katsina State, le ministre de l'Aviation Hadi Sirika s'est exprimé à l'occasion de la visite à Abuja de deux représentants de la Banque Mondiale. Il déplore l'omniprésence de consultants et de contracteurs privés dans les prises de décisions au niveau fédéral allant à l'encontre des besoins de la population. Le ministre a néanmoins réaffirmé la volonté du gouvernement de travailler via des PPP avec des investisseurs privés afin de redynamiser l'aviation nigériane et de tendre vers les standards internationaux en matière de sécurité et de logistique. Sirika aurait également sollicité l'aide financière de la Banque mondiale invoquant le leadership du pays sur l'ensemble de la région.

✉ thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr

▼ **RDC- Zambie : détermination des produits éligibles à l'accord douanier d'août 2015 entre les deux pays**

La ministre congolaise du Commerce extérieur, Néfertiti Ngudianza Bayokisa et sa collègue de la Zambie en charge du Commerce et de l'industrie, Margaret Mwanakatwe, ont procédé le 26 janvier 2016 à la signature d'un protocole d'accord relatif à la liste des produits éligibles à l'exemption douanière issue de l'accord commercial bilatéral conclu à Lusaka en août 2015. Cet accord marque la consolidation du processus d'intégration régionale dans le cadre du marché commun des pays de l'est et du sud de l'Afrique (COMESA).

✉ francois.quintin@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : inauguration du tronçon ferroviaire Niamey-Dosso**

Le tronçon de voie ferrée Niamey – Dosso au Niger qui fait partie du projet de boucle ferroviaire Abidjan-Cotonou porté par le groupe Bolloré a été inauguré cette semaine en présence du président de la République du Niger et de Michel Roussin, président de Sitarail. Le chantier, d'un coût global de 142 M EUR, a été exécuté en moins de deux ans et a été intégralement financé par la société française.

✉ pascal.carrere@dgtresor.gouv.fr

▼ **Bénin : installation de Coris banque**

Après le Togo en 2015, l'établissement burkinabè Coris Bank International (CBI) a annoncé son intention d'ouvrir des filiales au Sénégal et au Bénin en 2016. Coris Bank International compte parmi ses actionnaires la Société nationale des Postes (SONAPOST) du Burkina Faso, l'Union des assurances du Burkina (UAB-Vie), la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS, BF) et la Banque ouest-africaine pour le développement (BOAD).

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

▼ **Banque : Manko renforce sa présence à Dakar**

La filiale de la Société générale a ouvert deux agences dans les quartiers populaires de la capitale sénégalaise afin de renforcer ses liens avec sa clientèle, principalement issue du secteur informel. Lancé en 2013 avec un bureau à Pikine, près de Dakar, Manko s'est spécialisée dans les services financiers aux populations évoluant dans l'informel. Ses commerciaux sillonnent à moto les quartiers de Dakar afin de proposer aux petits entrepreneurs et commerçants une offre bancaire simple (compte courant, compte épargne, carte visa, crédit conso, crédit, assurance). Une stratégie simple qui, en deux ans, a permis à Manko de séduire environ 4 500 clients, pour 5,8 Mds F CFA de crédits (environ 8,8 M EUR) décaissés.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

ENTREPRISES

▼ Kenya : nomination du nouveau directeur financier de Kenya Airways

Gachao Kiuna, directeur général de Transcentury, a annoncé sa démission jeudi 14 janvier. Elle a été suivie par celle de Joe Karago, membre non-exécutif du conseil d'administration de Transcentury. Gachao Kiuna a été remplacé par Ng'ang'a Njiru, ancien directeur financier du fonds. Le départ du directeur général intervient alors que le fonds doit rembourser un eurobond de 8,1 Mds KES (71,4 M EUR) d'ici fin mars, sans avoir lancé l'augmentation de capital annoncée. Transcentury est, avec Centum, un des principaux fonds d'investissement au Kenya spécialisé dans le financement des projets d'infrastructures. Il a enregistré des pertes de 676,1 M KES (6 M EUR) au 1er semestre 2015 et de 1,6 Mds KES (14,2 M EUR) en 2014.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Madagascar : le groupe BRL remporte un marché de 2 M EUR

Le groupe français BRL a remporté un appel d'offre pour l'élaboration du schéma directeur et l'identification des travaux prioritaires pour l'assainissement d'Antananarivo. Ce marché est passé dans le cadre du programme intégré d'assainissement d'Antananarivo visant à améliorer les conditions de vie et la situation sanitaire des habitants de la capitale de Madagascar. Ainsi, le schéma directeur traitera notamment des inondations urbaines et de la gestion des évacuations des eaux. Le montant total du projet est de 28 M EUR dont 25 seront financés par l'AFD et 3 par l'UE. Le groupement, composé de BRL Ingénierie, BRL Madagascar, Hydroconseil & Urbaconsulting, mènera l'étude d'assainissement, première étape du projet, dès cette année.

✉ rabitchova@afd.fr

▼ Cameroun : le fonds d'investissements AfricInvest participerait prochainement à l'augmentation du capital de la microfinance CCA

Le Crédit communautaire d'Afrique (CCA), l'un des établissements de microfinance les plus importants du Cameroun (environ 359 000 clients en 2014), devrait, grâce à cette opération, accéder au statut d'institution bancaire. Pour mémoire, AfricInvest a déjà investi dans 125 entreprises de 24 pays africains, et regroupe au sein de son capital (près d'1 Md USD) des acteurs tels que la banque néerlandaise de développement ; l'agence de développement belge; Proparco, la filiale de l'Agence française de développement dédiée au secteur privé, la banque européenne d'investissements.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : deux contrats pour la société Eiffage.

La société Eiffage a remporté les deux contrats relatifs à la réalisation, sur le territoire burkinabè, de la ligne d'interconnexion électrique avec le Ghana, l'un portant sur l'installation des sous-stations (14 M EUR - financement AFD), l'autre relatif à la pose de la ligne elle-même (16 M EUR – financement BEI).

✉ pascal.carrere@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : la division Afrique de Danone a tenu sa réunion annuelle à Accra

Du 26 au 29 janvier, la division Afrique du groupe Danone a organisé, en présence de son directeur général, Emmanuel Faber, sa réunion annuelle pour plus de 200 de ses cadres à Accra. Cette nouvelle entité, seule division géographique aux côtés des trois autres divisions produits témoigne de l'intérêt porté aux marchés africains par le groupe. En Afrique de l'Ouest, Danone est présent depuis 2003, année du rachat aux côtés du fonds d'investissement Abraaj de Fan Milk qui, depuis le Ghana, fabrique et distribue des produits laitiers dans 7 pays de la région, au travers d'un réseau de distribution original de plus de 30 000 vendeurs en porte à porte très bien adapté aux contraintes et particularités de ces marchés.

📧 caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ Nigeria : Organisation d'un « Business Breakfast » de la CCIFN

La Chambre de commerce et d'industrie Franco-Nigériane a tenu le 27 janvier son 1^{er} petit-déjeuner de travail 2016 autour du thème « *Nigeria Forex and implication on businesses* ». Cet événement a permis aux 70 participants de discuter de la politique de change de la Banque Centrale du Nigeria (CBN) et de répondre aux diverses préoccupations. Andrew Nevin, Chef Economist PwC, a présenté le paysage économique du Nigeria; Akinsola Dawodu, Coordinateur SMEDAN, a décrit l'effet de la politique de change sur les PME et Elvira Salleras, Juriste - Elvira Salleras & Co, a mis l'accent sur l'aspect juridique de la politique de change du Nigeria. Pour obtenir plus d'informations sur le programme de la CCIFN, veuillez contacter: directeur@france-nigeria.fr

📧 drichard@france-nigeria.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MAEDI ni des ministères économiques et financiers.
La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère des Affaires étrangères et du Développement international et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère des Finances et des Comptes publics et du ministère de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique.

Contacts

sandrine.lafaye@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Directeur de la Publication

Marc Bouteiller

Rédacteurs en Chef

Samuel Goldstein (DG Trésor) et Marc Bouteiller (DAOI)

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à :
objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

